

**Australie - Relations bilatérales -
Syrie - Conférence de presse
conjointe de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international, et
de Mme Julie Bishop, ministre
australienne des affaires étrangères
- Propos de M. Ayrault
(Melbourne, 03 mars 2017)**

Je voudrais vraiment remercier Julie Bishop, ma collègue ministre des affaires étrangères, mais aussi l'ensemble des autorités australiennes pour m'avoir accueilli aussi chaleureusement depuis le début de ma visite. J'y suis particulièrement sensible.

Cette visite, vous l'avez compris, s'inscrit dans un moment très important puisque nous venons de signer, il y a quelques instants, le rehaussement du partenariat stratégique. Ce document est le reflet d'un état d'esprit, d'une ambition, d'une volonté mais surtout il se décline dans des projets concrets. Nous voulons encore renforcer ces liens spécifiques, particuliers, et je crois que le moment est venu de le faire. Et vous venez de rappeler que cette confiance vient de loin et tire ses racines d'une histoire commune, d'une alliance qui a été scellée par l'immense sacrifice de la jeunesse australienne lors de la Grande guerre dont nous commémorons le centenaire.

Le président de la République, M. François Hollande, a eu l'occasion de rendre hommage aux soldats australiens lors de sa venue en novembre 2014. Votre gouverneur général s'est également rendu en France à deux reprises en 2016, notamment pour la fête nationale. Ainsi, le 14 juillet nous avons pu voir les troupes australiennes défiler sur les Champs Élysées, c'était un moment d'intense émotion. En 2017, nous commémorerons la bataille de Bullecourt avec l'inauguration à Villers Bretonneux, dans le Nord de la France, du centre d'interprétation «John Monash». Hier j'ai pu me recueillir au War Memorial, c'était un moment extrêmement fort et émouvant et qui symbolise aussi encore une fois notre histoire commune et notre attachement à des valeurs communes.

Vous l'avez dit à l'occasion de notre réunion de ce matin, nous avons rappelé les valeurs communes qui sont les nôtres et sur les grands défis internationaux dans un monde aujourd'hui plein d'incertitudes. Nous avons des analyses et des actions convergentes qui sont basées sur une conception multilatéraliste du monde multilatéralisme, sur le respect des valeurs communes, des libertés, des droits de l'Homme et de la démocratie, et d'une conception de l'ordre international qui converge : la primauté du droit, l'équité et la réciprocité dans les échanges internationaux, notamment commerciaux en fait le choix du multilatéralisme. L'Australie et la France sont unies par une relation de confiance.

C'est cette confiance qui a conduit la France à proposer des transferts de technologie sans

précédent dans l'offre qui a été faite à l'Australie pour le renouvellement de sa flotte de sous-marins. C'est cette confiance qui a guidé le choix de la France par l'Australie, en juin dernier.

C'est sur ces bases que nous avons renouvelé notre partenariat stratégique dans plusieurs domaines. En premier lieu, c'est notre priorité à lutter contre le terrorisme et à la résolution des crises qui l'alimentent, nous en avons parlé encore ce matin. Nous sommes engagés ensemble dans la coalition internationale contre Daech. Nous serons ensemble à Washington pour la réunion de cette coalition le 21 mars prochain. Puis il y a aussi nos échanges économiques qui sont déjà dynamiques - les entreprises françaises emploient 80.000 emplois en Australie et 40.000 emplois en France dépendent de sociétés australiennes. Et nous voulons les développer. La délégation d'une trentaine de chefs d'entreprises français qui m'accompagne ici témoigne d'un intérêt croissant. Je remercie Guillaume Pepy et Ross McIness pour avoir conduit cette délégation et préparé un programme efficace que je crois fructueux. J'invite aussi bien sûr les entreprises australiennes à venir davantage investir en France même si elles le font déjà.

Je voudrais aussi mentionner le partenariat entre nos universités, nos chercheurs, nos universitaires, nos créateurs. Hier à Canberra, j'ai assisté à la signature d'un accord de partenariat entre Paris Sciences et Lettres (PSL) et l'Australian National University (ANU), c'en est une très belle illustration.

Comme vous l'avez fait, je terminerai en mentionnant la coopération entre la France et l'Australie dans le Pacifique, sous différents volets - l'assistance post-catastrophe, la surveillance des pêches ou la lutte contre les trafics notamment. Nous agissons ensemble, main dans la main car, comme l'Australie, nous avons des responsabilités en tant que nation du Pacifique mais aussi de l'Océan indien. Je ne l'oublie pas, avec la ville de Perth qui est chère à notre cœur et au cœur de Julie Bishop, que l'Australie et la France sont deux pays riverains de l'Océan Indien, avec l'île de la Réunion et Mayotte.

Encore merci pour votre accueil. Dans ce monde incertain, nous avons besoin de points fixes, nous avons besoin de visions communes. Et, entre la France et l'Australie, c'est la réalité, c'est une chance et une force. Aujourd'hui, grâce à cette signature nous voulons renforcer encore davantage ce partenariat. Merci encore de votre accueil. Nous allons dans les années à venir perpétuer un excellent travail à la fois pour chacun de nos pays mais aussi en apportant notre contribution à l'équilibre et à la sécurité du monde.

Q - You tweeted earlier this year that accepting refugees is a duty of solidarity. You are likely aware that Australia has an agreement with the United States to settling refugees from detention facilities on Nauru and Manus Islands, is there any chance that France as a refugee settling country would also settle refugees from those camps?

R - Je crois qu'il ne reste plus beaucoup de réfugiés sur ces îles. Ce qui est sûr c'est que chacun de nos pays doit prendre sa part de responsabilité dans l'accueil des réfugiés au sens du droit international et de l'engagement que nous avons pris. Je pense bien sûr aux réfugiés qui fuient la guerre, et c'est le cas des Syriens. Je sais que l'Australie a accueilli des réfugiés syriens, comme la France et beaucoup de pays européens - pas tous malheureusement - mais il faut accueillir ces réfugiés, c'est notre devoir de solidarité. Il faut aussi agir - c'est ce que nous

faisons et nous en avons parlé il y a quelques instants - pour rétablir les conditions du retour de la paix en Syrie. Cela ne passe pas par la voie des armes mais par celle de la négociation. Cette négociation a recommencé à Genève mais dans des conditions extrêmement difficiles. Nous voulons que ces négociations aboutissent.

Je profite de cette question pour réaffirmer notre souhait que le régime syrien ne campe pas sur ses positions intransigeantes mais accepte d'entrer enfin en négociations avec l'opposition. Qu'il le fasse si possible avec ceux qui le soutiennent, en particulier sur le plan militaire, c'est-à-dire la Russie et l'Iran. Il faut que la Russie fasse pression sur le régime pour que les décisions prises par le conseil de sécurité des Nations unies - la résolution 2254 qui détermine les étapes de la négociation de la transition - puissent se traduire le plus vite possible par la préparation d'une nouvelle constitution et la préparation des élections. Parce que cette perspective est celle de la paix, celle aussi de la reconstruction du pays et du retour des réfugiés. Mais, sans la paix il n'y aura pas de retour des réfugiés dans leur pays.

Q - Foreign Minister, you mentioned the cooperation in the Pacific with Australia. New Caledonia will have an independence referendum next year on the prospect that another small country on Australia's doorstep. Was that something that you discussed with Foreign Minister Bishop? Do you see any role for Australia in the process of an independent government ?

R - Une date pour le referendum sur l'autodétermination n'a pas encore été fixée par le Congrès de Nouvelle Calédonie qui en a la responsabilité. L'État va donc organiser le vote, sans doute au deuxième semestre 2018. Ce que nous souhaitons c'est que ce vote d'autodétermination se fasse dans la plus grande transparence. Je crois que c'est attendu aussi par tous les pays de la région, notamment en Australie qui a toujours été attentive à l'évolution de la situation de la Nouvelle Calédonie. C'est pourquoi la France a demandé à l'ONU qu'une mission d'experts soit mise en place durant la période de révision des listes électorales et 14 experts ont ainsi siégé dans la commission administrative en charge de ce travail en 2016. L'exercice va se poursuivre en 2017, la France en inspirant le financement mais les experts travaillant en toute indépendance.

D'ores et déjà, il y a beaucoup de choses qui ont évolué concernant la Nouvelle Calédonie. De nombreux transferts de compétences sont intervenus et sont achevés. Aujourd'hui l'État français n'est compétent que pour le maintien de l'ordre public, la défense et la monnaie - le franc Pacifique étant arrimé à l'euro - et pour les relations extérieures, lorsqu'elles touchent à des questions multilatérales et des sujets globaux. Pour le reste, la compétence est partagée entre ce qui concerne la diplomatie régionale, ce qui représente une avancée considérable pour la Nouvelle Calédonie puisqu'elle peut signer des accords, ce qu'elle fait. C'est pourquoi la Nouvelle Calédonie a été admise comme membre à part entière du forum des îles du Pacifique. Si cela n'avait pas été le cas, elle n'aurait pas été admise. Toutes ces évolutions institutionnelles progressives ont été effectuées, toujours dans la communauté d'action et il restera aux Néo Calédoniens à se prononcer et il faut que les conditions soient réunies pour que cela puisse se faire dans la plus grande transparence./.